

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 24/11/2022 de l'établissement PANZANI implanté 29 A 31 RUE LAVOISIER 92000 NANTERRE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Autosurveillance - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 60 - délai : 2 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Autosurveillance - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 21-II - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Recalage - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 58-III - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite

**[BEICEP]** A la suite des inspections du 16/06/22 et du 24/11/22, l'inspection des installations classées considère que l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-48 du 22/04/21 a été suivi d'effet. La mise en demeure peut donc être levée.



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, De l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 28/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PANZANI**

29-31 rue Lavoisier  
92000 NANTERRE

Références : 31650  
Code AIOT : 0007405059

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement PANZANI implanté 29 A 31 RUE LAVOISIER 92000 NANTERRE. L'inspection a été annoncée le 26/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PANZANI
- 29 A 31 RUE LAVOISIER 92000 NANTERRE
- Code AIOT : 0007405059
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Panzani exerce ses activités dans le secteur de l'agroalimentaire. Le site de Nanterre est spécialisé dans la fabrication de pâtes alimentaires. L'installation est soumise à autorisation préfectorale et relève de la directive européenne sur les émissions industrielles (directive IED) pour la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets aqueux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
3	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
11	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.1.1	/	Sans objet
12	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.2.4.2	/	Sans objet
13	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.2.3	/	Sans objet
14	Foudre	AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé trois non-conformités concernant les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux. Par ailleurs, l'exploitant a mis en conformité son installation de protection contre la foudre qui faisait l'objet d'un **arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-48 du 22/04/21**. L'inspection considère que cet arrêté peut être considéré comme étant respecté à ce jour.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un schéma de tous les réseaux daté du 23/09/15. Ce schéma représente le réseau d'eaux usées (industrielles et domestiques) et pluviales. Les eaux industrielles sont dirigées vers la station de traitement des eaux de l'exploitant. Les eaux domestiques sont dirigées vers le réseau d'assainissement. Le schéma concernant la station de traitement des eaux a été mis à jour au mois de septembre 2022. Le réseau d'eau incendie est confondu avec le réseau des eaux pluviales. Quatre vannes de sectionnement sont représentées ; elles ont pour fonction d'isoler le réseau si besoin. Les eaux d'incendie sont pompées et traitées. L'inspection demande à l'exploitant de compléter le schéma en ajoutant les quatre points de rejet des eaux pluviales. L'inspection a constaté la présence des quatre vannes d'isolement dont des panneaux indiquent la présence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le point de rejet des eaux industrielles permet une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aisément accessibles. De même, l'inspection a contrôlé un point de rejet des eaux pluviales situé à l'Est du site. Il est aisément accessible et le dispositif de confinement des eaux incendie a été testé et fonctionne correctement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées s'est rendue sur le point de rejet des eaux industrielles. L'accès est facile et sécurisé. La station de traitement des eaux mesure en continu la température, le débit, le pH et la concentration en DCO. Les informations sont affichées en continu sur l'écran de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m <sup>3</sup> . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimé à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le débit est mesuré en continu. La valeur du débit mesuré est affiché sur l'écran de contrôle. L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-109 du 24/07/07 modifié fixe un débit maximal journalier de 60 m <sup>3</sup> /j. L'inspection des installations classées constate que le débit max journalier n'est pas systématiquement respecté. Par exemple, le 28/10/22, le débit mesuré était de 80 m <sup>3</sup> . L'exploitant a indiqué que la valeur relevée était une valeur instantanée et ne correspondait donc pas à une valeur moyenne journalière. Il a indiqué qu'il fera le nécessaire pour les prochaines campagnes de mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 5 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant réalise l'ensemble des opérations d'autosurveillance des rejets aqueux prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-109 du 24/07/07 : la température, le débit et le pH sont mesurés en continu. L'exploitant réalise aussi un suivi trimestriel des polluants prescrits dans l'arrêté : MES, DCO, DBO5 et HC totaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate un dépassement pour les paramètres suivants par rapport aux valeurs limites d'émission (VLE) prévues à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. La température maximale fixée à 30°C est régulièrement dépassée. Ponctuellement, le débit maximal journalier autorisé est dépassé. L'exploitant indique à l'inspection qu'il va mettre en oeuvre des actions correctives pour abaisser la température moyenne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de développer le plan de suivi des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant transmet les résultats de son action d'autosurveillance sur l'application dédiée GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> L'autosurveillance des rejets aqueux est réalisée par l'exploitant lui-même et n'est pas donc pas concerné par l'accréditation COFRAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 10 : Recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant réalise les contrôles de recalage en respectant leur périodicité. Le laboratoire chargé de l'analyse des échantillons est accrédité par le COFRAC et agréé par le ministère de la transition énergétique. En revanche, il n'est pas démontré que le préleveur est accrédité. L'exploitant devra justifier que la société SUEZ qui a effectué le prélèvement est accréditée. Par ailleurs, l'inspection des installations classées constate que le prélèvement du 3eme trimestre ne s'est pas déroulé sur 24 heures mais sur un prélèvement ponctuel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 11 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité d'eau consommée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La consommation d'eau en provenance du réseau public, qui ne s'avère pas liée à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, est limitée aux quantités suivantes ; 62400 m<sup>3</sup> / an et 1000 m<sup>3</sup> / j</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré sur l'application GEREP une consommation d'eau pour l'année 2021 égale à 45000 m<sup>3</sup> inférieure à la valeur maximale de 62400 m<sup>3</sup> prévue à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 24/07/07.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> L'installation est équipée de quatre systèmes permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces quatre vannes d'isolement fonctionnent manuellement. A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a fait fonctionner l'une d'elle. L'inspection a constaté qu'elle était facilement accessible et fonctionnait parfaitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manières à être curables, et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs leur bon état de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un bon d'intervention daté du 03/11/22 d'une société spécialisée dans le curage industriel. Les prestations réalisées contenaient entre autres le curage du réseau des eaux pluviales entre le deshuileur et la vanne de confinement, ainsi que le pompage et le nettoyage du deshuileur et du séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/04/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en conformité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent [...]. Contrairement à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, l'exploitant n'a pas réalisé les travaux de remise en état sur les dispositifs de protection contre la foudre.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de l'organisme Bureau Veritas " <i>Vérification Complète Foudre en référence à l'arrêté du 04/10/2010 modifié</i> " daté du 30/11/22 qui ne constate aucune non-conformité. L'inspection des installations classées considère que l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021-48 du 22/04/21 a été suivi d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet